

Le Réveil Social

ORGANE MENSUEL DU SAVT
Syndicat Autonome Valdôtain des Travailleurs

N° 8
SEPTEMBRE 1999

15^e année - Nouvelle série
Expédition abonnement postal art. 2, alinea 20/c, loi n° 662/96, agence d'Aoste

ÉDITORIAL

Calamités naturelles, guerres et... solidarité

PAR ANSELME LUCAT

Quel drôle d'été que celui qui vient de s'écouler! Côté météo, d'abord. Les fréquentes pluies, du mois d'août surtout, ont causé de nombreux ennuis à nos agriculteurs, aux touristes et aux opérateurs touristiques. Il est bien vrai que les estivants ont été nombreux mais combien d'excursions, d'ascensions ou de simples promenades ont dû être effacées à cause du mauvais temps!

Mais ce n'est pas tout. Que dire des fléaux qui se sont abattus sur plusieurs régions, à partir de la Chine jusqu'à l'Amérique? Typhons, tremblements de terre, inondations ont causé des morts, sans compter les dommages à l'économie de plusieurs Pays, dont quelques-uns déjà très pauvres. Mais ce n'est pas seulement la nature qui s'acharne contre l'humanité. Que font-ils les hommes? Ils se massacrent les uns les autres en proclamant des idéaux ethniques, religieux et que sais-je.

La guerre du Kosovo est à peine terminée et voilà que d'autres conflits éclatent quelque part dans le monde.

En Asie, c'est le Timor-Oriental qui est à la une avec des milliers de morts et peu d'espérance de trouver une voie de pacification avant que les militaires de l'Onu arrivent pour imposer la paix. Y réussiront-ils?

En Russie, tout n'est pas tranquille. C'est la Tchétchénie qui réclame son indépendance. Des interventions militaires sont décidées par la Russie. De là, une réaction qui porte à des attentats dont la paternité est attribuée aux Tchétchènes. Vrai ou pas, à Moscou et ailleurs on pleure des morts parmi la population civile et on vit dans un état de terreur. Un rayon de lumière semble nous arriver de l'Algérie où le récent référendum sur la réconciliation nationale voulu par le Président Bouteflika a abouti à un résultat surprenant: 98 et plus le pourcentage des oui.

Plus d'espoir dans le mon-

de? Bien au contraire. A côté des ces meurtres, de ces fléaux de la nature, de ces guerres, on s'aperçoit que la bonté n'a pas disparu. Les gestes de grande solidarité et de participation aux aides matérielles et morales en faveur des populations frappées par ces calamités ont été nombreux. C'est, par exemple, le cas des aides qui ont été apportées aux habitants du Kosovo et aux victimes des tremblements de terre en Turquie et en Grèce. Une aide réciproque a unis les Grecs aux Turcs, deux peuples qui ne vont pourtant pas très d'accord. La douleur, parfois, unit.

Récemment, le pèlerinage diocésain valdôtain est rentré de Lourdes. Là aussi on aperçoit de grands exemples d'amour et de fraternité vis-à-vis de ceux qui souffrent et ce qui fait bien espérer pour l'avenir, c'est que la plupart des bénévoles qui assistent et suivent les malades ce sont des jeunes qui dédient une partie de leur temps au secours des personnes qui souffrent dans le corps et, parfois, dans l'esprit.

Et chez nous? Sur la reprise économique pèse la fermeture du tunnel du Mont-Blanc qui, selon les dernières prévisions, ne pourra être réouvert avant 2001. L'industrie ne va pas mal mais ce secteur vital de notre économie, selon le secrétaire général du SAVT, Firmino Curtaz, «peut connaître une croissance équilibrée et durable uniquement si nous savons maintenir bien vivants tous les secteurs économiques fondamentaux: agriculture, industrie et services». Les travailleurs valdôtains ont de tout temps su réagir aux situations négatives, ce qui nous permet de regarder avec confiance vers notre avenir, surtout si l'on pense qu'au moment actuel, chez nous «tout catastrophisme est inopportun» comme l'a bien souligné Riccardo Borbey, responsable SAVT pour l'industrie.

Quale carta sociale per la Valle d'Aosta?

Abbandonare l'assistenzialismo per risanare e dare nuove speranze

DI GUIDO CORNIOLO

Come ogni anno, in agosto si ripete il rito della pubblicazione delle graduatorie regionali per i biddelli non di ruolo da assumere presso l'Amministrazione regionale per il prossimo anno scolastico 1999-2000. Una guerra tra poveri, senza quartiere e senza speranza: oltre 500 nominativi che corrispondono a 500 speranze di poter accedere ad un po' di benessere e sicurezza in una regione considerata la più ricca d'Italia (in senso di bilancio pubblico).

I fortunati sono poche decine, per tutti gli altri solo la possibilità di pochi giorni di supplenza, occasionale, che di certo non può ba-

stare per vivere decorosamente.

Dobbiamo obbligatoriamente porci, noi, operatori sociali, alcune domande: l'intervento pubblico a sostegno dei meno abbienti realizzato nella nostra regione è equo e solidale, le risorse destinate alla difesa del nostro welfare state sono sufficienti, ben distribuite, aiutano la crescita sociale, culturale economica delle categorie più disagiate?

Oggi in tutta Europa si discute l'intero sistema di solidarietà sociale. Quale strada intende percorrere la comunità valdostana? Una difesa corretta di chi è senza risorse economiche o un

liberalismo totale proposto da un sistema economico gestito dalle società multinazionali che vogliono un mercato mondiale globalizzato?

Da molti anni, il Parlamento europeo ha approvato una carta "sociale" che

proclama dodici specifici principi ai quali i governi, sia nazionali, sia locali dovrebbero ispirare la loro azione. Tra i più significativi spiccano il diritto di ogni cittadino a migliorare le sue condizioni

segue a pagina 3



15 settembre 1999: c'est la rentrée

PAR VILMA VILLOT



Si la date du 15 septembre 1999 représente pour les élèves et les étudiants de notre communauté le commencement de l'année scolaire 1999-2000, pour les enseignants des écoles de tout ordre et degré les travaux ont déjà repris dès le 1er septembre: en effet, depuis plusieurs années, pour les enseignants cette date est un rendez-vous habituel. En réalité, tous les aspirants à la titularisation régionale ont dû déjà commencer à s'engager pendant l'été, et ceux qui, comme moi, vivent l'expérience syndicale, connaissent bien la situation et espèrent en une

bonne réussite et à la résolution d'un vieux problème.

À propos d'engagement, cette année et les années à venir nous en demanderont toujours plus, mais, vu l'enjeu, il en vaut bien la peine.

Du point de vue syndical, cette année a été très productive: citons le renouvellement de la convention collective, qui a déjà porté ses premiers fruits, et les grands pas qui ont été faits vers la réalisation de l'autonomie scolaire, avec tous les postulats qu'elle apporte implicitement, tels que "l'innalzamento dell'obbligo scolas-

tico, il riordino dei cicli, la riforma degli organi collegiali, la riforma degli IRRSAE, CEDE e BDP, la formazione continua, il collegamento scuola/lavoro/territorio, l'introduzione di più lingue europee a partire dalla scuola materna..."

Même si tout cela nous étonne et nous désoriente un peu, il nous fait espérer en une réelle transformation de l'école italienne, ce qui commence déjà à s'esquisser. Par exemple, les médias n'avaient jamais consacré auparavant un si grand nombre de pages à l'école, et, ce qui est encore plus inhabituel, non pas pour la critiquer mais pour chercher à expliquer les changements en cours. Il est difficile alors, même pour moi, vous mettre au courant de toutes les nouveautés. Dans notre région aussi, la presse s'est efforcée de ne rien oublier.

Rappelons-nous, donc, que les 2 et 3 septembre un grand nombre d'enseignants ont subi les examens de français; que le 20 septembre, à 17 heures, est le dernier délai pour la présentation des demandes

pour la participation au concours réservé; que le 8 septembre s'est déroulé le séminaire de l'éducation bilingue (pour l'école moyenne valdôtaine); que les 9 et le 10 septembre l'IRRSAE de la Vallée d'Aoste, en collaboration avec la Surintendance, a organisé une rencontre dont le titre "Autonomia, lavori in corso" nous fait comprendre comme dans ce secteur nous sommes en pleine activité.

Je voudrais également rappeler une réalisation importante pour notre petite région: en l'absence d'une libre université bien à nous, c'est une école de spécialisation pour les professeurs des écoles secondaires qui a été mise en place. Pour s'y inscrire, le dernier délai est le 30 septembre prochain et pour tous renseignements, il faut s'adresser au siège de l'école (23, rue du Père Laurent - tél. 01 65 27 76 11).

Autre nouveauté: le cours d'anglais à l'intention des enseignants de l'école élémentaire qui commencera

suite page 3

Comparto unico del pubblico impiego in Valle d'Aosta

Previdenza complementare e Fondo cessazione servizio

A seguito dell'emanazione del Decreto Legislativo 21 aprile 1993 n. 124, che ha disciplinato la previdenza complementare (pensione integrativa), e della legge 8 agosto 1995, n. 335 di riforma del sistema pensionistico, la Regione Valle d'Aosta, al fine di poter garantire ai propri dipendenti i diritti maturati ed i trattamenti fiscali e previdenziali più favorevoli, ha dovuto procedere ad una revisione della normativa del fondo per la liquidazione dell'indennità per cessazione di rapporto di impiego (art. 189 e 213 della legge regionale 28 luglio 1956 n. 3).

Sulla base delle conclusioni di una Commissione mista Regione/Sindacati e dell'impegno assunto attraverso i Contratti Collettivi regionali di lavoro 1994/1997 per la costituzione e regolamentazione di fondi di previdenza complementare, la

le fondo pensione complementare preesistente, ai sensi del D.lgs. 124/93, al fine di avviare l'espletamento degli adempimenti previsti dalle normative per l'adeguamento normativo e organizzativo dello stesso. Con il riconoscimento quale fondo preesistente sarà possibile applicare agli iscritti all'FCS le normative vigenti in materia di previdenza complementare e garantire a chi era già iscritto al 28 aprile 1993, data di entrata in vigore del D.lgs. 124/93, la possibilità di ricevere il capitale maturato al momento del pensionamento per il 100% sotto forma di unica liquidazione, oltre che i trattamenti fiscali più favorevoli. La Commissione di Vigilanza sui fondi pensione, in data 22 gennaio 1998, ha provveduto ad assegnare il codice identificativo al Fondo ed a richiedere i relativi adempimenti necessari al riconoscimento formale.

lativi all'FCS ha sospeso il versamento dei contributi a carico del datore di lavoro e del lavoratore, si è ripristinato il versamento di tali contributi, sempre nella misura dell'1% ciascuno, con il recupero di quelli relativi al periodo successivo al 1 gennaio 1998, fino a che non venga definita la trattativa in materia di trattamento di fine rapporto (TFR) e non siano definiti accordi in merito, che determineranno le diverse percentuali di contribuzione.

– a riconoscere ai lavoratori iscritti all'FCS i diritti maturati al 31 dicembre 1997. A tal fine la Regione Valle d'Aosta ha pertanto previsto (L.r. 31 dicembre 1998, n. 57) un piano che prevede la graduale erogazione, da completare entro il 2003, all'FCS dei capitali necessari alla copertura di tali diritti, garantendo a partire dal 1 gennaio 1998 una rivalutazione monetaria sul maturato da erogare.

Il Comitato di Amministrazione Provvisorio dell'FCS si è insediato il 15 dicembre 1998 e nel corso dei mesi successivi si è occupato di dare corso alle pratiche nei confronti della Commissione di Vigilanza e di definire un modello di organizzazione e di gestione dell'FCS adeguato alle normative ed alle esigenze operative.

E' stato definito l'affidamento dei servizi di supporto ad una società esterna, la "Servizi Previdenziali Valle d'Aosta SpA" (partecipata al 50% dalla Regione), nonché la gestione amministrativa/contabile delle posizioni degli iscritti e del Fondo stesso, fino ad ora svolti dagli uffici regionali ma che, come richiesto, devono essere presi in carico dall'FCS.

Il Comitato di Amministrazione Provvisorio è attualmente impegnato nell'avvio della gestione finanziaria delle risorse che saranno erogate dalla Regione: a tal fine si è stabilito di avviare nel corso dei prossimi mesi una selezione per la ricerca della banca depositaria e dei gestori finanziari più qualificati ai quali saranno affidati i capitali dell'FCS con l'obiettivo di ottenere i massimi rendimenti.

Il Comitato di Amministrazione Provvisorio, definita una bozza dello Statuto del Fondo e dei regolamenti, dovrà poi dare corso alle pratiche per l'elezione, da parte di tutti gli iscritti, dell'Assemblea dei Delegati, organo che dovrà definire la strategia di gestione dell'FCS e che sarà composto per il 50% da rappresentanti dei lavoratori e per il 50% da rappresentanti della RAVA.

Al termine di questo proces-

so il Fondo, riconosciuto a tutti gli effetti come fondo pensione integrativo, avrà, a differenza del passato, una propria struttura autonoma da quella della Regione; potrà inoltre disporre direttamente delle risorse finanziarie costituite dalle posizioni maturate dagli iscritti, investendole ed erogando direttamente le prestazioni previste:

a) L'erogazione in forma di capitale del montante maturato per coloro che alla data del 28 aprile 1993 risultavano iscritti al Fondo e che non abbiano provveduto al riscatto della propria posizione individuale. Il limite all'opzione di capitale

è ridotto al 50% per gli iscritti successivamente al 28 aprile 1993;

b) Una rendita pensionistica aggiuntiva tramite impresa assicuratrice derivante dalla conversione del montante maturato, dedotta la parte riscossa in conto capitale di cui alla precedente lettera a).

In particolare, con la trasformazione in TFR dell'indennità premio di servizio, potrà essere prevista l'erogazione delle ulteriori seguenti prestazioni:

– anticipazioni per sostenere spese sanitarie per terapie o eventuali interventi straordinari riconosciuti dal SSN;

– acquisto prima casa per sé o per i figli, documentato da atto notarile.

In questo modo si sarà garantito a tutti gli iscritti, come già accennato, di poter godere di tale trattamento pensionistico integrativo supplementare oltre a quello erogato dall'INPDAP.

E' chiaro a tutti che in un'ottica di equiparazione del comparto unico del pubblico impiego in Valle d'Aosta le norme e gli istituti previsti per i dipendenti regionali debbano essere estesi, secondo la normativa vigente, a tutto il personale del comparto.

Sanità al lavoro per superare i disagi



In questi ultimi mesi tutte le forze sindacali, aziendali e politiche del comparto della sanità valdostana sono state impegnate per ricercare soluzioni, anche tampone, alla grave carenza di personale infermieristico specializzato all'interno di tutti i reparti ospedalieri. Un clima di grande tensione sindacale e di aperti contrasti aziendali ha caratterizzato in modo particolare i mesi estivi, dove le assenze per congedi ordinari e compensi legati al recupero di ore straordinarie hanno aggra-

vato una situazione lavorativa al limite del collasso. In un clima quindi teso si è svolto un primo incontro con l'assessorato alla sanità, l'azienda sanitaria e le forze sindacali regionali, incontro fruttuoso in cui si sono gettate le basi per una soluzione a medio termine per porre rimedio alle gravi carenze di organico infermieristico di cui sopra. Si è proceduto alla nomina di un gruppo di lavoro che ha avuto il compito di preparare una dettagliata analisi delle varie problematiche occupazionali e

lavorative dei diversi settori ospedalieri, con particolare riferimento e attenzione alle ore straordinarie effettuate dal personale in servizio, alle assenze, alle vacanze di posti e ai trasferimenti. Il 10 settembre scorso, il gruppo di lavoro ha presentato all'assessore alla sanità e alle RSU, nonché alle OO.SS. confederali, una dettagliata analisi che sarà oggetto di discussione tra le parti (una prima riunione è stata convocata per il 17 settembre) in modo da permettere di siglare un protocollo d'intesa preliminare, che consenta una programmazione seria delle nuove assunzioni del personale infermieristico, al fine di porre rimedio all'attuale situazione di disagio. Nel numero del Réveil di ottobre sarà mia cura informarvi sugli sviluppi, spero positivi, degli incontri.

CLAUDIO NICCO



Regione Valle d'Aosta ha provveduto in accordo con le OO.SS.:

– a emanare la Legge regionale 26 giugno 1997, n. 22 recante "Interventi per promuovere e sostenere i fondi pensione a base territoriale regionale" che ha promosso "la costituzione di uno o più fondi pensione, a base territoriale regionale, per lavoratori dipendenti, lavoratori autonomi e liberi professionisti ai sensi del decreto legislativo 21 aprile 1993, n. 124 (Disciplina delle forme pensionistiche complementari, a norma dell'articolo 3, comma 1, lettera V) della legge 23 ottobre 1992, n. 421;

– ad abrogare, con l'art. 5 della Legge regionale 17 dicembre 1997, n. 41, gli articoli 189 e 213 della L.r. 3/1956, al fine di individuare nuove modalità di regolamentazione e gestione di tale indennità;

– a richiedere alla Commissione di Vigilanza sui fondi pensione l'iscrizione del Fondo cessazione servizio (FCS) qua-

– a sottoscrivere in data 10 luglio 1998, per il tramite dell'Agenzia regionale per le Relazioni Sindacali, l'accordo per la regolamentazione dell'FCS a partire dal 1 gennaio 1998, attraverso il quale si è preso atto della necessità di procedere alla definizione dello Statuto, degli organi amministrativi e delle modalità di funzionamento del Fondo e si è convenuto di costituire un Comitato di Amministrazione Provvisorio, composto da 6 membri in rappresentanza dei lavoratori e da 6 in rappresentanza della RAVA, incaricato di dare corso a tutti gli adeguamenti necessari. L'accordo del 10 luglio 1998 ha stabilito, tra l'altro, che in attesa della piena operatività degli organi e delle strutture del Fondo, la Regione continuerà a provvedere agli adempimenti dovuti (introito dei contributi, liquidazione delle prestazioni a favore degli iscritti). A tale proposito, considerato che l'abrogazione degli articoli della L.r. 3/1956 re-

Le Syndicat Autonome Valdôtain Travailleurs est l'organisation des travailleurs valdôtains. Les objectifs du S.A.V.T. sont:

- la défense et la promotion des intérêts culturels, moraux, économiques et professionnels des travailleurs du Val d'Aoste et l'amélioration des conditions de vie et de travail;
- la rénovation et la transformation radicale des structures politiques et économiques actuelles en vue de la réalisation du fédéralisme intégral. Afin d'atteindre ses objectifs, le S.A.V.T. par la recherche, l'action et la lutte s'emploie à réaliser:
- la protection sociale des travailleurs, leur préparation culturelle et professionnelle, la protection de la santé, la mise au point d'un système de services sociaux adéquat et efficient;
- la défense du pouvoir d'achat des salariés, l'emploi à plein temps des travailleurs et des jeunes du Val d'Aoste dans tous les secteurs économiques;
- la parité entre les droits des hommes et des femmes;
- la prise en charge, de la part des travailleurs, de la gestion des entreprises où ils travaillent et de la vie publique au Val d'Aoste;
- l'instauration de rapports avec les organisations syndicales italiennes et européennes et tout particulièrement avec les organisations syndicales qui sont l'expression des communautés ethniques minoritaires, en vue d'échanges d'expériences de lutte commune.

Le Réveil Social

MENSUEL

Organe de presse du SAVT

Rédaction

SAVT - 2, Place Manzetti
téléphones. 01 65 23 83 84
01 65 23 83 94 / 01 65 23 53 83
Aut. Tribunal d'Aoste n° 15
du 9/12/1982

Imprimerie

«ARTI GRAFICHE DUC»
73, Avenue du Bataillon d'Aoste
11100 AOSTE
téléphone 01 65 23 68 88
fax 01 65 23 67 13

Directeur responsable
David Mortara

Comité de rédaction
Guido Corniolo
Dina Quendoz
Felice Roux

SUITES DE LA PREMIERE PAGE • SUITES DE LA PREMIERE PAGE

Quale carta sociale per la Valle d'Aosta?

di vita e di lavoro, il diritto alla protezione sociale per tutti gli strati della popolazione, il diritto alla salute e alla sicurezza nei posti di lavoro, la protezione e la sorveglianza continua dei bambini e degli adolescenti, la garanzia di una rendita minima per i pensionati e gli anziani nonché il diritto al lavoro e all'integrazione sociale e professionale per le persone invalide e per i portatori di handicap.

Questa carta sociale è in

nuovi investimenti?

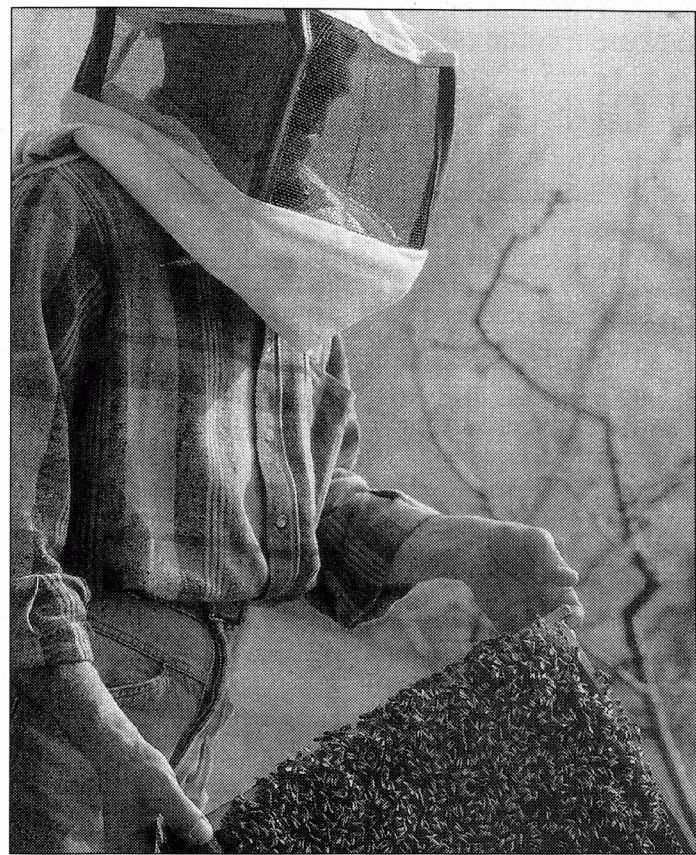
Non più assistenzialismo paternalistico ma seria programmazione degli investimenti pubblici finalizzati alla creazione di posti di lavoro specializzati, dove la formazione continua e la capacità di adattarsi professionalmente ai rapidi cambiamenti tecnologici ed economici consentano ai nostri lavoratori di guardare con fiducia al futuro. Basta con graduatorie inutili che hanno il solo pregio di fiaccare gli animi del-

i più svariati motivi sociali non hanno potuto crearsi solide basi di studio e di lavoro.

I campi di investimento nella nostra regione sono molteplici. Per esempio, si pensi ad una nuova formula di utilizzo dei nostri siti archeologici e culturali. Ad una seria programmazione di apertura prolungata dei castelli e delle case forti e alla creazione, al loro interno, di punti vendita dei prodotti valdostani gastronomici, editoriali e artigianali. All'apertura di siti archeologici grandi e piccoli che attendono da decenni una sistemazione definitiva. Ad una distribuzione seria dei nostri prodotti immagine: fontina, vini, mele, miele interessano svariati settori economici che devono agire sinergicamente poiché agricoltura, turismo, cultura e ambiente non possono che essere pensati come contenitori comuni di un unico prodotto occupazionale.

Allora potremo finalmente creare nuove speranze, con uno sguardo meno cupo verso il futuro, con un investimento pubblico finalizzato non ad assistere il cittadino meno abbiente ma a motivarlo e a farlo partecipare alla crescita della comunità. Non più oggetto ma soggetto dell'investimento pubblico, partecipe dell'azione di risanamento - anche morale - per la costruzione di una società valdostana più equa, dove la distribuzione delle ricchezze sia giustamente ripartita.

la moltitudine degli indigenti. Dobbiamo avere il coraggio di motivare, attraverso una riqualificazione professionale e culturale, quei lavoratori e quei cittadini che per



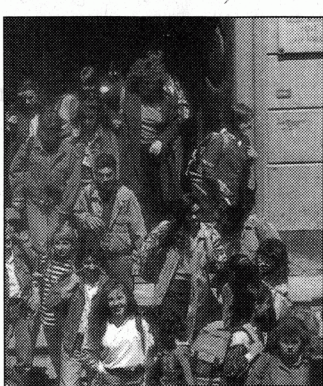
vigore da dieci anni e lo spirito con cui è stata redatta è la definizione dei principi di base che concernono i diritti dei lavoratori europei e stabiliscono le regole interrelazionali tra datore di lavoro e lavoratore. In Valle d'Aosta è oggi necessario rimettere in discussione la linea politica finora adottata che, se ha creato forti ammortizzatori sociali, con occasioni d'impiego soprattutto nei settori forestali ed edili, non ha però prodotto una reale crescita sociale. Distribuire a pioggia miliardi per stabilizzare un mercato del lavoro stagnante con una formula esclusivamente assistenziale non è più compatibile, oggi, con la necessità di essere competitivi a livello europeo e mondiale in ogni settore economico.

Perché allora non pensiamo, noi, forze sociali, economiche e culturali, valdostane ad un "new day" che sappia rilanciare equilibratamente gli investimenti pubblici, socialmente utili, con l'aiuto privato, per grandi progetti a medio e lungo termine che sappiano aprire nuove strade occupazionali capaci di produrre ritorni economici per

15 septembre 1999: c'est la rentrée

cette année et auquel l'on peut s'inscrire jusqu'au 16 septembre prochain. À l'issue de ce cours, qui a une durée de 2 ans et prévoit, entre autres, un stage de formation en pays anglophone, un certificat d'aptitude reconnu aux fins de l'enseignement sera délivré aux participants. Il y aura ainsi en Vallée d'Aoste un groupe pilote qui facilitera l'introduction d'une autre langue européenne dans notre école.

Mais, attention, tout ce qui tourne autour de l'autonomie ne peut se réaliser qu'avec la prise en charge directe des problèmes que celle-ci ne manquera pas de poser. Et cela ne peut se faire qu'avec la disponibilité des enseignants et de tous ceux qui travaillent pour l'école et dans l'école.

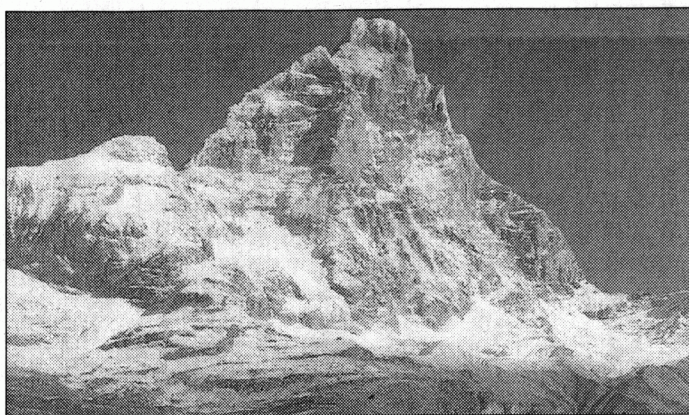


Sachons d'ores et déjà qu'il ne nous sera possible de progresser que si nous viserons les mêmes buts. En dépit des nombreuses difficultés que nous rencontrerons inévitablement, nous devons nous efforcer de créer un climat favorable au changement et ce, dans un contexte de collaboration et de prise de conscience de la richesse que représentent notre culture et notre civilisation.

TURISMO

Il ruolo dei campeggi non va sottovalutato

DI NADIR DUCRET



Si è assistito in questi ultimi anni, soprattutto in quest'ultima stagione estiva, ad un diffuso malumore sull'andamento delle presenze e sui risultati economici, per lo più in rosso, delle varie aziende turistiche.

Certo che la chiusura del traforo ha inciso pesantemente sulle presenze turistiche nella nostra valle, per lo più di stranieri, e, come se non bastasse, il tempo è sembrato più autunnale che estivo, ma, al di là delle externalità elencate, è venuta meno soprattutto l'offerta complessiva del turismo valdostano, vuoi per incompetenza degli operatori (tutta da verificare) vuoi per alcuni aspetti delle politiche regionali atte a privilegiare determinate forme di turismo e a disincentivarne altre.

L'offerta complessiva si differenzia al suo interno in:

- Campeggi;
- Agriturismi e agricampeggi (nella nostra valle non esistono questi ultimi);
- Alberghi, residence, villaggi-albergo;

Preponderante risulta essere, in Valle d'Aosta, la terza categoria di struttura ricettiva nelle sue forme e qualità. Ora, stando alle leggi dell'economia, l'offerta dovrebbe essere proporzionale alla domanda e, per essere concorrenziali in un settore che rappresenta l'asse portante dell'economia valdostana, oserei dire anche **differenziata**. Per differenziata intendo la capacità di offrire un prodotto vacanza che non sia soltanto il posto letto in albergo o residence, che pure sono molto importanti all'interno dell'offerta complessiva, ma anche un prodotto campeggio all'altezza dei bisogni del cliente che predilige la vacanza in strutture all'aria aperta e in bungalow autonomi.

Questo risulta essere uno dei punti deboli del turismo valdostano che non ha saputo cogliere le potenzialità insite nel cliente campeggiato-

re come invece hanno fatto altre regioni come il Trentino e le Marche.

Infatti, stando alle ricerche statistiche diffuse dalla provincia di Trento, si rileva come la propensione alla spesa del campeggiatore sia complessivamente superiore a quella delle altre tipologie "extralberghiere" e per spese non dovute a pernottamento e alloggio destinino somme non molto inferiori a quelle dei clienti degli alberghi delle categorie superiori.

In particolare, i turisti *open air* sono quelli che spendono di più sia per consumi alimentari e ristorazione (circa il 45% il più della media), che per le attività e i servizi offerti per lo sport e il tempo libero (oltre il 70% in più della media), che per l'acquisto di articoli e attrezzature per lo sport. Si fa rilevare che l'insieme delle spese per attrezzature e servizi per il tempo libero rappresenta poco meno del 15% della spesa complessiva giornaliera (a fronte di un'incidenza media che si attesta sul 7,6% come risulta dalla

categoria degli alberghi, come molti purtroppo credono, ma complementare: un indotto nuovo per le attività commerciali delle varie località, siano esse montane, marittime o città d'arte. Pertanto, escludendo questo tipo di offerta non si fa che danneggiare tutto l'indotto turistico della valle, poiché il turista che sceglie il campeggio continuerà a farlo, purtroppo per noi in un'altra regione, dove i servizi in tal direzione sono maggiormente potenziati e più moderni.

In Europa, c'è stato uno sviluppo esponenziale del turismo itinerante: a tutt'oggi ci sono circa 1.000.000 di camper; in Italia il fenomeno dell'abitare viaggiando raccoglie più di 130.000 camperisti.

La Valle d'Aosta non può, vista l'importanza del turismo in tutte le sue forme, rinviare continuamente la possibilità di realizzare e rimodernare le strutture per un turismo mobile, se si vuole ottenere un aumento delle risorse del bilancio regionale, con conseguente distribuzione della ricchezza sulla collettività. Il turismo itinerante non conosce stagione, è sempre in movimento e non rispetta le tradizionali fasce stagionali.

La regione Marche, così come la provincia di Trento, hanno regolato il turismo itinerante attraverso leggi regionali semplici ed efficienti e hanno permesso un notevole potenziamento dell'of-

VOCI DI SPESA	ALBERGHI 1 E 2 STELLE	ALBERGHI 3 E 4 STELLE	ALLOGGI PRIVATI	CAMPEGGI	SECONDE CASE	MEDIA
PERNOTTAMENTO E ALLOGGIO	202.9	268.6	75.2	39.5	0.0	100.0
ALIMENTARI	23.1	61.7	95.3	143.0	140.6	100.0
RISTORANTE, BAR	104.7	120.7	61.8	147.5	109.5	100.0
ATTIVITÀ SPORTIVE	90.4	130.4	76.8	196.5	82.0	100.0
CULTURALI E RICREATIVE	94.1	143.8	87.8	151.5	72.8	100.0
SPOSTAMENTI	100.4	105.3	84.6	96.0	111.6	100.0
CURA DELLA PERSONA	98.6	105.7	110.8	76.8	92.3	100.0
SHOPPING	85.0	257.2	65.4	79.3	40.4	100.0
ABBIGLIAMENTO	106.3	215.0	70.3	61.3	63.9	100.0
ARTICOLI SPORTIVI	77.9	185.8	54.5	186.9	72.9	100.0
ALTRE SPESE	76.6	113.6	87.9	129.4	102.2	100.0
TOTALE	129.3	184.4	79.3	88.3	59.7	100.0
TOTALE SPESE ESCLUSO ALLOGGIO	79.1	127.0	82.1	121.6	100.4	100.0

tabella sottostante).

Sempre in un rapporto della Provincia autonoma di Trento, analizzando la quota di ricambio dei turisti, si rileva che i fedelissimi sono i campeggiatori (il 66,4% viene da molti anni) mentre il maggior ricambio avviene negli alberghi a 3-4 stelle.

Parallelamente a questi dati statistici, va sottolineato come il turismo all'aria aperta non sia concorrente alla

ferta, con tutti i vantaggi ad essa connessa. Ultima osservazione: un potenziamento corretto dei camping valdostani porterebbe ossigeno all'occupazione non solo nel settore alberghiero ma su tutto il territorio valdostano.

Ora, la Valle d'Aosta vuol continuare ad essere un *follower* o vuol cercare di essere *leader* in un settore quale quello del turismo nel suo insieme?

INDUSTRIA

I patti devono essere rispettati

DI RICCARDO BORBEY

L'estate 1999 che sta per terminare è stata caratterizzata da una serie di interviste molto polemiche dei rappresentanti del Governo, della Confindustria, delle Organizzazioni sindacali nazionali, aventi per tema le pensioni, il loro metodo di calcolo, la contrapposizione tra il sistema contributivo e quello retributivo, il trattamento di fine rapporto (TFR), la costituzione dei fondi pensione integrativi, ecc.

Tutti temi ostici e di difficile decodificazione per i non addetti ai lavori, temi d'altro canto che interessano tutti i lavoratori ed il futuro pensionistico di tutti i cittadini italiani. Mi spiace rilevare la superficialità con cui i diretti interessati (uomini sulle cui spalle gravano grandi responsabilità per la guida del paese) e la stampa stessa hanno trattato le tematiche sopra esposte.

Non è certo a colpi di slogan che si possono affrontare tematiche così complesse, che possono determinare nei prossimi anni le scelte legate al nostro sviluppo economico e sociale.

Questo atteggiamento di improvvisazione e di abbandono della concertazione, con il ribadire di concetti arcinoti, non ci stupisce se annunciato dalla Confindustria che, coerentemente o incoerentemente, persegue la sua linea politica ribadendo la solita vecchia proposta: stop alle pensioni di anzianità, maggiore flessibilità nel lavoro con utilizzo libero della forza lavoro, riduzione del costo del lavoro. Solo per citare alcuni temi. È chiaro che non possiamo non contrastare una linea così impropria e miope.

Meno comprensibile appare la *bagarre* scatenata su questi temi da autorevoli personalità di governo, ministri e sottosegretari, e, dulcis in fundo, dagli stessi segretari generali delle Organizzazioni sindacali CGIL, CISL e UIL.

Come SAVT, riteniamo che in queste situazioni vadano precisati e sottolineati alcuni punti fermi.

I patti devono essere rispettati dalle parti sociali, politiche, economiche e sindacali che li hanno sottoscritto e nessun singolo contraente può sconfessarli senza risiedersi ad un tavolo negoziale.

La verifica della riforma

delle pensioni e dell'intero sistema è fissata, con chiari accordi tra le parti, per il 2001. Gran parte degli impegni sottoscritti devono trovare ancora applicazione e punti molto importanti risultano ancora inapplicati. Su questo si deve intervenire. Pensiamo, ad esempio, alle cosiddette pensioni d'oro, piuttosto che alla necessità di armonizzare alcuni fondi pensionistici non ancora allineati alla riforma.

Sappiamo bene che l'Italia sta attraversando una fase economico-sociale delicata e difficile, che le principali regole del mercato del lavoro, del *welfare state*, nonché degli ammortizzatori sociali fin qui adottati non sono più sostenibili e che riforme specifiche devono essere intraprese.

Ma tutto questo deve avvenire con la serietà che tali problemi esigono. Sia dunque il Governo a scoprire le sue carte in modo corretto, ad avanzare proposte coordinate e credibili, che permettano a tutte le parti in causa di esprimere i propri giudizi e le critiche necessarie nell'interesse generale di tutti i lavoratori e di tutto il paese.

E chiaro fin d'ora che il sindacato non potrà che chiedere maggiore equità e uguaglianza di trattamenti. Vogliamo eliminare le sac-

che privilegiate che creano lavoratori di serie A e lavoratori di serie B. Sappiamo bene che l'eliminazione di detti privilegi non è sufficiente a risanare le situazioni deficitarie delle casse pubbliche tuttavia crediamo che, a volte, anche piccoli segnali positivi quali la cancellazione di privilegi specifici in favore di un'uniformazione dei trattamenti della maggioranza dei lavoratori, possono ridare fiducia e speranza. Purtroppo invece sembra che si vogliano chiedere ulteriori e ingiustificati sacrifici a coloro che, pur avendo dedicato tutta la loro vita al lavoro, non possono ancora coglierne pienamente i frutti.

Ridare fiducia alla gente è motivare i lavoratori a credere ad una solidarietà sociale senza la quale non potrà esserci sviluppo futuro.

Pensiamo dunque seriamente ad imbastire politiche economiche che consentano nuova occupazione, con il consenso e il contributo di tutte le parti sociali, senza lasciarci trascinare in sterili contrapposizioni che sicuramente non possono che nuocere ai lavoratori e agli interessi economici dell'Italia, impegnata a lavorare per essere inserita a pieno titolo nella nuova Europa.

AGRICOLTURA

Solo la qualità premia

DI BRUNO DALLOU

Prosegue il confronto tra le organizzazioni imprenditoriali che operano nel settore lattiero-caseario allo scopo di affrontare le diverse problematiche e di creare le condizioni per rilanciare il principale comparto produttivo dell'agricoltura valdostana.

Fra le varie iniziative, è stato redatto un documento concernente le linee programmatiche della riorganizzazione del settore lattiero-caseario.

I punti principali del suddetto documento riguardano il settore zootecnico, la commercializzazione, le competenze, il miglioramento della qualità del latte, le linee per l'assistenza tecnica, i servizi, i ruoli, le azioni, la programmazione e le regole relative al prezzo della fontina secondo criteri quali-quantitativi.

In merito a quanto sopra, come OO.SS, negli incontri avuti con l'assessore all'agricoltura e alle risorse naturali, Carlo Perrin, in seguito all'intervento delle autorità giudiziarie relativo al congelamento di circa 50.000 forme di fontina, si è sottolineata con forza la necessità di superare la frammentazione organizzativa, produttiva e commerciale che caratterizza da troppo tempo questo settore.

Cogliamo peraltro con soddisfazione gli sforzi compiuti ultimamente da parte dell'assessorato all'agricol-

tura per superare le diverse difficoltà in atto.

La globalizzazione dell'economia, con la conseguente mondializzazione del mercato, impone la necessità di un rapido cambiamento – e superamento – dei vecchi modi di lavorare, di produrre e di commercializzare i prodotti. Il settore lattiero-caseario della Valle d'Aosta, per le sue modeste dimensioni, non potrà mai trovare, con la sola quantità, la soluzione per il suo rilancio e, contestualmente, garantire agli agricoltori un reddito costante e dignitoso.

Per vincere le nuove sfide che il mercato attuale impone, è necessario aumentare il plusvalore dei prodotti e svincolare gradualmente le aziende e le loro sovrastrutture dai finanziamenti pubblici che, d'altra parte, subiranno ben presto, per scelte politiche comunitarie, pesanti decurtazioni.

La qualità resta l'unico mezzo, assieme ad una politica di marketing intelligente ed efficace, per ottenere un consolidamento di questo settore. E una qualità migliore la si ottiene soprattutto quando i produttori e i vari operatori del settore sono convinti e decisi ad impegnarsi in tal senso: con una buona materia prima e curando con criterio le successive fasi di trasformazione e di conservazione, il prodotto

da immettere sul mercato non potrà che essere di qualità e, quindi, altamente competitivo.

Indubbiamente l'intero percorso – produzione, trasformazione, conservazione, commercializzazione e diversificazione della produzione – necessita di migliore professionalità, disponibilità e rispetto delle regole, condizioni indispensabili per raggiungere l'obiettivo di prodotti in grado di imporsi sul mercato.

La crisi del parmigiano reggiano e del grana padano ci insegna che strutture produttive e commerciali forti possono subire duri contraccolpi se non sono sufficientemente flessibili e capaci di diversificare la loro produzione trovando uno sbocco su altri prodotti di settore in grado, anche con minor plusvalore, di garantire un discreto guadagno al produttore.

Inoltre, essendo la nostra una regione a vocazione turistica, se la qualità della fontina fosse migliore, si potrebbe tentare di coinvolgere e di sensibilizzare gli operatori turistici affinché si impegnino con più vigore ad utilizzare i prodotti dell'agricoltura valdostana. Non solo, sarebbe ugualmente possibile agire in modo più incisivo sull'insieme dei consumatori, per far loro prendere coscienza dell'importanza di alimentarsi con prodotti genuini e di qualità, con prodotti di cui si possono conoscere con sicurezza sia l'origine che la storia.

E nell'interesse dell'intera comunità valdostana consolidare il settore agricolo affinché diventi la base determinante del futuro sviluppo turistico della nostra regione, sempre più strettamente legato alla qualità dell'ambiente.

Sviluppo dell'agricoltura su nuove basi vuol dire più reddito per gli agricoltori, più posti di lavoro, più economia reale e, quindi, maggiore ricchezza reale per l'insieme della comunità valdostana.

La volontà di tutti i soggetti interessati è pertanto indispensabile per costruire il futuro dell'agricoltura e del settore lattiero-caseario, mediante un miglior utilizzo delle strutture metodologiche di lavoro e un intervento più attento e più cosciente in materia di trasformazione e di commercializzazione dei prodotti.

CARLA e MARIO STELIO

8 - 13 settembre 1999, gita in Campania con il SAVT-retraités

Viaggio e amicizia: un binomio da incentivare

Mercoledì 8 settembre noi gitaniti del SAVT siamo partiti di buon mattino da Aosta, per raggiungere Meta di Sorrento, dove avremmo pernottato e da dove avremmo iniziato il nostro giro turistico in Campania. Era previsto di arrivare all'Hôtel intorno alle ore 20, ma una frana caduta a pochi chilometri da Meta ci ha impedito di raggiungere tale località con il nostro pullman; pertanto, servendoci della "Circumvesuviana" e di pulmini locali, alle ore 23 circa siamo finalmente giunti a destinazione.

La nostra bravissima accompagnatrice Francesca si è attivata poi per organizzare il regolare proseguimento della gita nel rispetto del programma, appoggiandosi a trasportatori locali che con i loro mezzi ci hanno condotti, a velocità sempre mol-

to sostenuta, da un luogo all'altro. Abbiamo così visitato la bellissima SORRENTO, già prestigiosa stazione turistica nel '700, rinomata per il clima dolcissimo. Nel primo pomeriggio, in battello, ci siamo recati a CAPRI, disposta ad anfiteatro in un avvallamento tra il Monte Solaro e la punta del Capo. Il paesaggio è bellissimo e le semplici case di tufo o di pietra calcarea punteggiano di bianco la macchia mediterranea. I più sportivi fra di noi si sono avviati a piedi a visitare l'isola, altri, servendosi dei trasporti locali, si sono spinti sino ad ANACAPRI da dove si può ammirare un panorama indescrivibile.

L'indomani abbiamo visitato la splendida costiera amalfitana. La mattinata è stata dedicata a POSITANO, dalle case bianche costruite una vicino all'altra, a picco

sulla scogliera, che si riflettono in un mare stupendo. Nel pomeriggio ci siamo recati ad AMALFI, la più antica repubblica marinara d'Italia, bellissima cittadina che dà una sensazione di serenità e tranquillità. Le case sono distribuite tra il piccolo pianoro e il costone scosceso e nel centro della città sorge alto, in cima ad una ripida scala, il bellissimo Duomo dalla scenografica facciata, dedicata a Sant'Andrea.

Il giorno dopo, servendoci della "Circumvesuviana", ci siamo recati a POMPEI dove ci attendeva Ezio, l'autista, con il nostro pullman, finalmente. Interessantissima è stata la visita agli scavi ed altrettanto interessante l'escursione al VESUVIO.

Siamo poi rimasti affascinati dalle luci, dall'animazione, dalla vivacità della NAPOLI notturna, vista da

POSILLIPO, ed ancor di più dalla Napoli visitata di giorno, con i suoi bei palazzi, l'immenso splendido golfo, il magnifico porto, le belle chiese. Abbiamo anche fatto una tappa in Piazza Plebiscito per alcune foto con Pulcinella e per bere il caffè più buono di Napoli al bar «Gambinus». Dopo una passeggiata per Spaccanapoli, abbiamo quindi proseguito per CASERTA, per la visita alla famosissima Reggia col suo favoloso parco, ricco di fontane, cascatelle, statue e tanto verde.

Come già avevamo notato le altre volte, queste iniziative danno la possibilità a tante persone di incontrarsi e di allacciare nuove amicizie, oltre che di conoscere ed ammirare tanti luoghi meravigliosi che, da sole, difficilmente andrebbero a vedere.